

QUESTION SECURITAIRE AU SAHEL :

« QUI FINANCE REELLEMENT LE TERRORISME AU SAHEL » ?

**Par : Sékou Batiga KONE, Juriste
Niamey, 10/10/2022
e-mail : sekou.kone72@yahoo.fr**

Introduction

Tout commence avec l'intervention militaire de l'OTAN de 2011 en Libye est une opération militaire multinationale sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU), qui s'est déroulée entre le 19 mars 2011 et le 31 octobre 2011, et dont l'objectif était la mise en œuvre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le 17 mars 2011.

Elle fait suite à la résolution 1970. Elle concerne la Jamahiriya arabe libyenne et la révolte alors en cours contre le régime de Mouammar Kadhafi, et permet aux pays qui le souhaitent de participer à une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye pour protéger la population civile, et de « prendre toutes mesures nécessaires, nonobstant le paragraphe 9 de la résolution 1970 (2011) (voir (en) Résolution 1970), pour protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya arabe libyenne ». La suite est moins connue qu'on le croit...

De la guerre en Libye à l'émergence d'AQMI et de l'EIGS

La guerre civile en Libye qui s'est longuement prolongée résulte de l'intervention militaire illégitime de l'OTAN, ce qui a fait basculer le pays dans le chaos et en a fait une source d'instabilité dans la région et un terrain fertile pour le terrorisme.

C'est donc cette intervention de l'OTAN en Libye en 2011 qui a permis à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et à l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) de s'imposer au Sahel en semant la panique dans nos pays, gangrénés par la mauvaise gouvernance.

Autre cause, la volonté de la France d'imposer des régimes acquis à sa cause même s'il faut frauder aux élections, pour mieux contrôler l'accès aux ressources naturelles dont disposent les pays du Sahel et au-delà les pays africains car le Golfe de Guinée est aussi concerné par cette guerre qui ne dit pas son nom.

Aujourd'hui ces deux organisations criminelles sèment la terreur et font la loi dans la bande sahélienne et menacent les pays du Golfe de Guinée.

Qui finance ces deux monstres ?

Déjà, ANTOINE GLASER ET PASCAL AIRAULT dans leur ouvrage intitulé : « Le piège africain de MACRON », paru le 7 avril 2021 aux éditions Fayard nous mettaient en garde en ces termes : « Mai 2017 : quinze ans après son stage d'énarque au Nigeria, Emmanuel Macron est élu président de la République française. Il promet de faire souffler un vent nouveau sur les relations avec le continent africain. Fort de sa jeunesse et de son libéralisme, il dénonce une « Françafrique » postcoloniale dont il ne se sent pas comptable et mise sur les nouvelles générations pour réconcilier les mémoires des deux côtés de la Méditerranée.

Mais il se heurte vite au réel. Les autocrates, à la longévité exceptionnelle, ne tardent pas à lui rappeler qu'ils sont les derniers des Mohicans à défendre les intérêts français, en Afrique comme dans les organisations internationales. Sur un continent mondialisé redevenu géostratégique, la France ne pèse guère plus que par son armée dans le Sahel et quelques empires économiques familiaux.

Pour échapper à cette perte d'influence globale, Emmanuel Macron joue un joker inédit : « L'Afrique en France. Il crée un Conseil présidentiel pour l'Afrique composé essentiellement de Français originaires du continent, dans le dessein de dépoussiérer la politique africaine de l'Hexagone ».

« Au terme d'une enquête de deux ans auprès de multiples interlocuteurs, les auteurs dressent un constat implacable : malgré des succès, l'ardoise magique de la « génération Macron » n'a pu effacer d'un trait, plus d'un demi-siècle après les indépendances, des relations ambiguës. L'offensive de charme, notamment auprès des diasporas, du chef de l'État n'a pas réussi à convaincre l'électorat des banlieues, comme il l'admet dans une longue interview exclusive. Une épine dans le pied à l'approche de la présidentielle de 2022 ? Ou comment, par un singulier effet boomerang, Emmanuel Macron risque d'être piégé autant en France qu'en Afrique ».

Journaliste et spécialiste de l'Afrique, Antoine Glaser a été directeur de la rédaction d'Africa Intelligence. Il est notamment l'auteur de « *Comment la France a perdu l'Afrique* » (avec S. Smith, Calmann-Lévy, 2005) et, chez Fayard, de « *Nos chers espions en Afrique* » (avec T. Hofnung, 2018).

Journaliste éditorialiste à *L'Opinion*, Pascal Airault a réalisé de nombreux reportages pour *Jeune Afrique*. Il est l'auteur de « *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État* » (avec J.-P. Bat, Tallandier, 2016).

Mais pour répondre à la question posée ci-dessus sur les sources de financement du terrorisme et mieux cerner les différents contours de cette question de financement du terrorisme, il nous a paru nécessaire et primordial de faire appel à plusieurs auteurs et universitaires. Il s'agit notamment des révélations contenues dans le dernier livre écrit par Marc EICHINGER « *Jeux de Guerre, Corruption française : La Face cachée du Terrorisme* », Editions Massot, mars 2022. Il est aussi nécessaire de faire appel à l'éditorialiste de SENEPLUS, Emmanuel DESFOURNEAUX dans son article « la chute de Bamako » ainsi qu'au professeur franco-camerounais, agrégé de philosophie, Franklin Nyamsi Wa Kamerun et à l'auteur américain Pete Hoekstra dans son livre : « *The architects of disaster : The destruction of Libya* », cité par le professeur Franklin Nyamsi Wa Kamerun. Il sera fait aussi référence à l'ouvrage « *Souvenir d'enfant de la colonisation* » de l'ancien ministre nigérien des travaux publics et des mines du président DIORI HAMANI qu'est Léopold KAZIENDE cité par Aboubakar Mahamane Nacro, burkinabè et ingénieur à la retraite pour expliquer les convoitises dont le Liptako Gourma est l'objet aujourd'hui, de FARMO Moumouni, enseignant chercheur nigérien vivant au Canada, petit fils de Boubou Hama, homme politique et homme de lettres nigérien.

En ce qui concerne le livre de Marc EICHINGER que j'ai eu la chance de consulter, il m'aura été d'une aide précieuse pour accéder à des tonnes d'informations capitales qui viennent ainsi mettre en exergue des soupçons et suspicions que beaucoup avaient sans pouvoir apporter la moindre preuve sur les sources du financement de la déstabilisation de nos pays.

Qui est Marc EICHINGER ?

Marc EICHINGER est aujourd'hui un enquêteur privé. Il sort de l'ombre avec son livre « l'homme qui en savait beaucoup » où il révèle les fraudes d'Areva (devenue Orano). C'est un expert reconnu en finance internationale, devenu agent de renseignement ayant mis ses compétences au service de diverses autorités.

Il a notamment accordé une interview devenue virale au Niger : « les révélations d'un agent secret qui en sait beaucoup trop » à la chaîne « Le Media » à la suite des révélations du scandale du « MDN gate » au Niger. Il accusait notamment le gouvernement français de garder le silence à toutes ces vagues de détournement de budgets de la Défense au Niger, pendant une période de guerre contre le terrorisme.

Marc EICHINGER a servi au Niger de 2013 à 2020. Il s'en était vertement pris à un ancien ministre de la défense ainsi que des hommes d'affaire proches du régime du Niger qu'il a accusés de détournement des fonds de la défense. Il s'est offusqué que malgré la forte présence des services de renseignement français, que la ministre de la défense Florence Parly ne soit pas au courant de ces détournements. Certainement qu'elle l'était mais la France fermait juste les yeux pour ne pas offusquer des soutiens de sa politique au Sahel.

Le livre de Marc EICHINGER « Jeux de Guerre, Corruption française : La Face cachée du Terrorisme », que je recommande vivement à tous les africains évoque la déstabilisation de plusieurs pays africains et de la Syrie par le Qatar et les lobbies français notamment le tristement célèbre Bernard-Henri Lévy, Nicholas Sarkozy, Jean Yves Le Drian, Anne Lauvergeon et bien d'autres ainsi que des hommes politiques américains dont la célèbre Hilary Clinton, épouse de l'ancien président américain Bill Clinton et candidate à l'élection présidentielle lors de l'élection de Donald TRUMP.

Bernard-Henri Lévy est une figure influente de la scène politique, philosophique, médiatique et littéraire française, à travers son implication dans de nombreux sujets politiques, diplomatiques et de société. Il fait partie dans les années 1970 des initiateurs du mouvement des nouveaux philosophes, dont il demeure la figure emblématique.

En me basant juste sur certains passages du livre de Marc EICHINGER qui concernent l'Afrique (Libye et Sahel), je vais essayer de donner réponse à la question que bon nombre d'africains se posent sur les raisons de la déstabilisation de la Libye et des pays du Sahel, notamment les sources de financement et les complicités françaises. Lorsqu'il est nécessaire d'évoquer des pays comme le Liban et la Syrie en lien avec l'Afrique, ce sera fait.

Ces lobbies, contre de gros chèques du Qatar sont à la base du malheur des pays du Sahel. Ils n'hésitent pas à faire et défaire des régimes pour la continuité de leurs business macabres.

Page 11 : L'émir est généreux

Marc EICHINGER nous informe déjà que le 23 novembre 2010, en visite à Paris, l'émir Al-Thani du Qatar offre 300 millions d'euros à la France pour éliminer le régime libyen de Khadafi. A titre personnel le Président Sarkozy reçoit 15 millions d'euros pour son soutien pour la coupe du monde au Qatar.

Il s'agit du montant donné à la France pour l'intervention de l'OTAN en Libye. Quid des Etats-Unis et de l'Angleterre ? Nous y reviendrons plus loin.

Toujours page 11 il poursuit qu'en janvier 2011 le Qatar donne 15 millions de dollars aux rebelles islamistes du Nord-Mali.

Page 13 : Conférence sur le climat COP 18 au Qatar

Il évoque qu'en décembre 2012 la conférence sur le climat COP 18 se tient au Qatar. C'est le lancement de l'opération de livraison d'armes aux rebelles anti-Assad en Syrie avec l'opération « Timber Sycamore.»

11 janvier 2013 : Après avoir perdu le contrôle de la situation au Mali, l'armée française doit intervenir d'urgence avec l'opération Serval au Mali contre les rebelles payés par le Qatar.

Août 2013 : Grâce à la France, le kleptomane Ibrahim Boubacar Keïta devient Président du Mali.

Mais la France, en jouant un jeu trouble au Mali (comme c'est le cas dans tout le Sahel), finira par perdre le Mali car ses hommes de main sur place seront balayés par le peuple malien, aidé dans cette « guerre » par les forces armées maliennes (FAMA). La France sera chassée de ce pays sahélien pour trouver refuge au Niger voisin.

L'Éditorialiste de SENEPLUS, Emmanuel DESFOURNEAUX dans son article « LA CHUTE DE BAMAKO » nous renseigne déjà que : « La France joue la politique de l'autruche. Pourtant, à y regarder de près, la France se comportait au Mali comme un État ultra dominateur sous prétexte que ses militaires se sacrifiaient. La France a abusé de ce sentiment de culpabilisation d'un État ayant demandé l'aide à son ancienne puissance coloniale, via les réseaux socialistes. Le Drian est le symbole d'une Françafrique qui ne meurt jamais. L'affaire des passeports et la « Bretagne connexion » soulèvent la question des conflits d'intérêts et celle des contreparties de l'assistance militaire française. Une commission parlementaire devrait enquêter sur ces agissements. La présence française, en Afrique, n'est pas fortuite. Elle a toujours eu pour objectif de protéger ses intérêts dont sa politique d'indépendance énergétique en faveur de laquelle Emmanuel Macron vient d'annoncer un nouveau programme nucléaire.»

Décembre 2013 : La gouvernance catastrophique du Président centrafricain Bozizé entraîne une crise majeure. La France déclenche l'opération Sangaris qui dure trois ans.

Le même jeu trouble de la France au Centrafrique va conduire ce pays à se tourner vers la Russie et la milice Wagner au détriment de la France. Pourtant, le président centrafricain avait tout tenté auprès de François Hollande pour que la France assiste ce pays à venir à bout des milices armées qui faisaient la loi à Bangui et dans les autres régions de ce pays. Devant le refus de la France, la mort dans l'âme le président Fostin Archange Touadéra frappa à la porte du Kremlin où une oreille attentive lui fut accordée.

Aujourd'hui la France a perdu ce pays où jadis elle exerçait une influence certaine.

Page 16 : Enquête parlementaire, circulez il n'y a rien à voir

13 juillet 2016 : La mission parlementaire sur le financement de Daesh ne voit rien du trafic de pétrole et de l'implication de la société Rubis. Rubis est une entreprise française spécialisée dans le stockage de produits liquides industriels à travers sa filiale Rubis Terminal, dans la distribution de produits pétroliers (GPL, fiouls, etc.) à travers sa filiale Rubis Énergie, et dans des activités d'infrastructure, de transport, d'approvisionnement et de services via son pôle « Rubis Support et Services ». Rubis comprend près de 3 600 collaborateurs présents dans plus de 20 centres de profit.

Page 20 : Prologue, Il était une fois le Qatar

Marc EICHINGER nous informe qu'en octobre 2021, Blast, un site d'information indépendant publie la lettre par laquelle l'ambassadeur du Qatar confirme à son émir les termes suivants : « J'ai le plaisir de vous informer que, selon votre demande dans le courrier susmentionné, il a été délivré un montant d'une valeur de 260.000 euros (deux cent soixante mille euros) à Jean-Marie Le Guen (Secrétaire d'Etat français) pour les services qu'il va rendre à l'Etat du Qatar. Ce montant a été prélevé de la garde des fonds restants qui sont réservés aux relations publiques.»

En commentaire, Marc EICHINGER s'indigne que de tous les montants versés par le Qatar à des décideurs, des politiques et même à des rebelles, ce soit le plus petit montant. Quelle humiliation pour la France !

Il poursuit que durant les présidences Sarkozy et Hollande, le Qatar a plongé la France dans la corruption. Lors des réceptions données par l'ambassadeur du Qatar en France, la veille de son départ, tous les courants de la politique française sont au rendez-vous. Sans doute venaient-ils ramassé un dernier billet ? S'interroge-t-il.

Marc EICHINGER annonce au dernier paragraphe de la page 20 que le pire a amené la France à faire la guerre à la Libye. Il annonce que c'est au cours d'un déjeuner à l'Élysée que le sort de ce pays s'est joué. Déjeuner auquel le célèbre Michel Platini alors Président de l'UEFA a participé. La présence de Platini se comprenait car le Qatar convoitait l'organisation de la coupe du monde de football de 2022.

En novembre 2010, l'émir du Qatar donnera une enveloppe de 300 millions d'euros à la France pour renverser Kadhafi alors qu'à cette époque la Libye était stable, l'enseignement gratuit, les hôpitaux modernes et il n'y avait aucun problème d'immigration vers l'Europe.

La Libye n'était certes pas une démocratie mais était du côté des occidentaux dans la lutte contre le terrorisme.

Finalement Khadafi est assassiné par des rebelles armés et entraînés par l'OTAN sur financement qatari. Cette disparition brutale du guide de la révolution libyenne aura des répercussions sur la paix et la sécurité dans la région sahélienne notamment dans les trois pays les plus faibles de cette région que sont le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Après le Sahel, ce sera certainement les pays du Golfe de Guinée.

Sur cette déstabilisation de la Libye et sa conséquence immédiate qu'est la déstabilisation du Sahel tout entier, c'est le professeur Franklin Nyamsi Wa Kamerun que nous allons interroger.

Selon l'enseignant chercheur Franklin Nyamsi Wa Kamerun, franco-camerounais, Professeur agrégé de philosophie, dans une de ses tribunes consacrée à l'Afrique des Libertés (relativement au récent coup d'état intervenu au Burkina Faso le 30 septembre 2022), c'est le président Mohamed Bazoum, alors ministre des affaires étrangères du Niger à l'époque qui aurait témoigné qu'au cours d'une réunion du G20 à Deauville en Normandie que le président Issoufou Mahamadou, ancien président du Niger, faisait observer avant l'attaque de la coalition américaine, française et britannique de l'OTAN contre la Libye en 2011, au président américain Barack Obama : « Mister president, please don't attack Libya because if you attack Libya, you will destabilise all Africa. » Réponse de Barack Obama : « We will finish the job ». La traduction est inutile.

Le professeur Franklin Nyamsi Wa Kamerun poursuit : « On a appris avec du recul grâce aux révélations de Weaky leaks et aux e-mails d'Hilary Clinton, secrétaire d'Etat de Barack Obama et grâce aux révélations sur ce que Sarkozy a ourdi pour assassiner Khadafi et déstabiliser l'Afrique tout en volant l'argent de Khadafi, ce pourquoi il est pourchassé par les tribunaux français pour association de malfaiteurs. On a appris de manière scientifique et indiscutable pourquoi ils ont tué Khadafi et déstabiliser l'Afrique. Parce que Khadafi voulait créer une monnaie africaine sur la réserve or et sur les extraordinaires réserves de change qu'il possédait. Il fallait absolument l'éliminer pour que le dollar, l'euro et le franc CFA ne soient point détrônés d'Afrique. On a trouvé explicitement cela dans les e-mail de madame Clinton.»

Pour documenter ses propos, le professeur Franklin Nyamsi Wa Kamerun nous renvoie à un livre écrit par un chercheur américain du nom de Pete Hoekstra : « The architects of disaster : The destruction of Libya » (The Calamo Press), Paperback - october 2, 2015.

Dans cet ouvrage que je recommande à tous les africains et particulièrement ceux vivants aux Etats-Unis, pour comprendre les enjeux auxquels nous faisons face dans cette agression de l'occident contre l'Afrique, l'auteur Pete Hoekstra s'inspire de photocopies d'échanges entre Hilary Clinton et les dirigeants français du régime Sarkozy en 2011. Le monde entier sait pourquoi ils ont tué Khadafi insiste le professeur Franklin Nyamsi Wa Kamerun.

Selon lui, l'OTAN a tué Khadafi dans le cadre d'un vaste plan qui avait pour but de déstabiliser tout le Sahel pour forcer les Etats sahéliens à accepter la présence militaire occidentale et ensuite forcer les Etats du Golfe de Guinée à accepter la présence militaire occidentale. Pourquoi ? Parce que le Liptako Gourma encore appelé la région des trois frontières entre le Mali, le Burkina et le Niger est l'une des régions minières les plus riches du monde. C'est une région comparable à l'actuelle République Démocratique du Congo. Et puis de l'autre côté parce qu'ils savent que dans toutes les régions maritimes de la planète, la région la plus riche s'appelle le Golfe de Guinée. Ils ont mis en place un plan de déstabilisation selon la méthode l'ordre par le chaos. Ce plan ayant pour but de forcer les Etats africains à accepter leur aide militaire et grâce à cette aide militaire, forcer les Etats africains à continuer à livrer gratuitement leurs matières premières stratégiques et grâce à ces matières premières stratégiques, garantir l'hégémonie, la supériorité de l'occident sur le monde et notamment de sa grande organisation militaro-politique, l'OTAN.

Il s'agit d'un plan diabolique pour occuper une fois de plus l'Afrique, la même stratégie qui fut élaborée pour la traite négrière sans réparations ni repentance, la même stratégie qui fut élaborée pour la colonisation sans repentance ni réparations jusqu'à ce jour avec des massacres de millions, de centaines de millions d'êtres humains. C'est la même stratégie, à quelques virgules près qui a été élaborée pour tuer Khadafi en association avec Al-Qaïda et l'Etat islamique, favoriser l'invasion du Sahel et ayant favorisé l'invasion du Sahel, venir faire les pompiers pyromanes en proposant à tous les Etats du Sahel d'accepter les repositionnements militaires des anciennes puissances coloniales sous couvert de lutte antiterroristes mais pour surveiller l'uranium, le manganèse, l'or, le cobalt, le pétrole, le gaz dont l'Afrique abonde. L'Afrique est le continent le plus riche de la planète terre...

Des millions d'africains sont massacrés au Congo, au Mali, au Burkina, en Libye et au Niger dans le cadre de ce plan.

De quoi avoir froid dans le dos !

Mon commentaire : Léopold KAZIENDE, ancien ministre des travaux publics et des mines du président DIORI Hamani du Niger, dans son ouvrage « Souvenir d'enfant de la colonisation » nous informait déjà sur les richesses énormes enfouies dans le sous-sol de la région du Liptako Gourma.

Il est important d'en rapporter à ce sujet cet article d'Aboubakar Mahamane Nacro, burkinabè et ingénieur à la retraite auquel mes recherches sur le net m'ont permis d'accéder ainsi qu'à l'article consacré au même sujet par le professeur nigérien Farmo Moumouni.

Aboubakar Mahamane Nacro nous invite à la connaissance du Liptako Gourma et de son histoire secrète. A travers quelques anecdotes bien croustillantes, il tente de démontrer que la crise sécuritaire que vivent les pays du Liptako-Gourma était prévisible et évitable.

LIPTACO-GOURMA PROCHAIN KATANGA en AFRIQUE de l'OUEST ! "diktat" du Ministre Léopold KAZIENDE du Niger.

« Qu'il me soit permis de relater ce que j'ai appris et retenu lors de mon passage dans la Fonction Publique de la Haute Volta. Presque 90 % des cadres de notre génération ont levé l'ancre pour un voyage sans retour, dans cet immense océan sans fin. Ceux qui n'ont pas encore levé l'ancre, de nos jours peu nombreux, détiennent assurément des informations peut être lilliputiennes, peut être petites ou grandes, des informations qui collées bout à bout peuvent être considérées comme la "pierre angulaire" de la mission salvatrice, de ceux qui ont à cœur le Développement Economique, Social, Culturel et Cultuel du Burkina Faso.

Pourquoi les Terroristes ont-ils jeté leur dévolu, dans la sous-région, sur le BURKINA, le MALI, le NIGER ? Beaucoup ont jaser ; beaucoup ont polémique ; et c'est , pour la création d'un Etat Islamique ».

« Un Etat Islamique ? Est-ce vrai ? Même si cela l'était, l'ISLAM interdit leur manœuvre car le Verset 256 de la Sourate 2 dit péremptoirement : **Point de contraintes en religion** ».

« Les manœuvres actuelles des Terroristes que l'on nomme "Djihadistes" ne sont que du banditisme, du mimétisme, un acte qui se développe beaucoup plus rapidement qu'une trainée de poudre... Le Djihad (le djihadiste, le djihadisme) en ISLAM est un acte salvateur bien côté. Le Djihad n'est pas du banditisme pour créer la terreur. Tuer, brûler, voler, détruire les biens d'autrui durement acquis avec la miséricorde du Créateur ne relèvent pas du Djihad. Le Djihad est l'acte des pieux musulmans qui sur la voie droite qui les mène à Dieu, posent des actes conformes au dogme, des actes éloignés des extrêmes, des actes du "juste milieu" (Verset 143 de la Sourate 2). Le Terrorisme peut aussi être défini comme "actes de ceux qui savent et se taisent" et qui assurément seront punis par le JUGE Suprême (Versets 140, 159,174 de la Sourate 2). »

« Cette précision faite, revenons à l'essentiel, au LIPTACO GOURMA, surnommé ou qualifié de prochain "KATANGA" en Afrique de l'Ouest.

UNE CAUSERIE DANS LE SALON DE SON EXCELLENCE MR LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES DE LA REPUBLIQUE DU NIGER, M. LEOPOLD KAZIENDE, UN NATIF DE KAYA.

En 1968, lors d'une mission non officielle à COTONOU, l'avion d'AIR AFRIQUE qui avait des signes de fatigue, après son décollage de OUAGADOUGOU, s'est posé sur le tarmac de l'aéroport de NIAMEY qui abritait un centre secondaire d'entretien d'AIR AFRIQUE. Le lendemain, un avion venant d'ABIDJAN apportera le nécessaire pour la réparation de l'appareil. Nous étions trois personnes : le Très Regretté Ministre Moussa KARKOUGOU, la regrettée Madame Madeleine OUEDRAOGO, qui fut Maire de la Commune de BOULMIOUGOU, et moi, sans Chef de délégation, individuellement invitée par un Institut qui prône un concept métaphysique appelé religion : "The QUAKER".

Arrivés à l'hôtel, notre aîné le Ministre Moussa KARGOUGOU téléphone à son Frère Léopold KAZIENDE alors Ministre au NIGER qui nous envoie une voiture pour nous chercher.

Bien accueillis par notre illustre Hôte : les deux Ministres sur le grand fauteuil, côte à côte, Mme OUEDRAOGO dans un fauteuil à la droite du Ministre KARKOUGOU et moi dans un autre fauteuil à la gauche du Ministre KAZIENDE.

Après les salutations d'usage, naturellement les problèmes du pays (la HAUTE VOLTA, son développement, etc.), s'inscrivent à l'ordre du jour. C'est ainsi que j'ai avec assurance dit que "la HAUTE VOLTA est pauvre et notre pays rencontre certaines difficultés voire, des difficultés certaines dans son développement". Le Ministre KAZIENDE piqué au vif, me fixe avec des yeux non accusateurs, des yeux d'un enseignant, d'un formateur qui instruit et dit :

« "Petit Frère", ton pays n'est pas pauvre. La HAUTE VOLTA n'est pas un pays pauvre. Bien au contraire, un pays riche qui rencontrera assurément des difficultés de gestion dans la gouvernance de la richesse de son sous-sol. A fleur de terre, le long des rivières affluentes du fleuve NIGER, il y a de l'or et les études montrent qu'en profondeur, il y a une richesse qui sera convoitée par les

“Puissants de ce monde”. Il en est de même au MALI, au NIGER, dans le Territoire du LIPTAKO GOURMA. Le LIPTAKO GOURMA à n’en pas douter sera le prochain KATANGA en AFRIQUE de l’OUEST, car son sous-sol regorge de minéraux à tel enseigne que les Géologues parlent de “scandale géologique” »
 « Monsieur le Ministre ! »

« NON ! Dis Grand Frère ; ce vocable est plus fraternel, plus familial ; nous sommes en famille. Ici je suis ton Grand Frère et non un Ministre. »

« Grand Frère ! Que faire pour localiser et extraire cette richesse. Nous n’avons pas de cartes, peut-être que vous en disposez au NIGER, car à OUAGADOUGOU, dans mon entourage, personne n’en dit mot, sauf les mines de manganèse à TAMBAO que j’ai visitées par curiosité lors d’une mission à MARKOYE. J’ai été déçu. Cette richesse est sans surveillances : pas d’âme qui y vive ».

« Petit Frère ! Là je suis d’accord avec toi ; ton pays est pauvre et les trois pays du LIPTAKO GOURMA sont également pauvres et il leur sera difficile de localiser ces gisements, de les extraire, de les commercialiser et d’utiliser à bon escient cette richesse car nous sommes non seulement pauvres, mais faibles. Il faut s’attendre à des interférences à coup sûr contradictoires dès que ces gisements seront localisés ».

Le constat de nos jours donne entièrement raison à mon Grand Frère KAZIENDE qui aujourd’hui ne vit plus, ni notre aîné Moussa KARKOUGOU, ni Mme OUEDRAOGO. « A beau mentir, qui vient de loin ! » dira-t-on, car je suis le seul survivant de ce quatuor. Mon Grand Frère a raison en ce sens que de nos jours en plus de la Force Barkhane (la France, pays colonisatrice qui a fouillé, analysé le sous-sol du MALI, du BURKINA FASO, du NIGER), un deuxième larron, WAGNER (la RUSSIE très aguerrie scientifiquement et financièrement), a pris possession sur le sol du MALI et son arrivée a soulevé des objections de la part des autres puissances (Amérique et Europe). »

Ce titillement des Terroristes de nos jours, est-ce les prémisses ou les prémices de l’avènement du KATANGA tant attendu et redouté ?

UNE RENCONTRE ET UNE CONNAISSANCE D’UN COMPATRIOTE EN FRANCE :

Lors de mon séjour à ATHIS MONS (1969/1970), banlieue sud de PARIS, après l’Aéroport d’ORLY, j’ai fait connaissance du Voltaïque (A.P.T.) que j’ai surnommé “a pété” en stages de 3e Cycle au B.R.G.M. (Bureau de Recherches, de la Géologie et des Mines, B.R.G.M.) PARIS, qui était un résident de cette banlieue. Précisions : il fut Ministre de notre Pays. Vivant tous à Athis-Mons, étant tous deux des voltaïques, nous nous rendions constamment visite. Nous utilisions la même voie pour nous rendre à PARIS, respectivement dans nos Ecoles. Dans une de nos causeries, A.P.T. me dit : « Sauras-tu ou saurais-tu garder un secret ? » « Pourquoi le futur et le conditionnel

dans ta question ? Parle. Je ne suis pas un bavard à tel point de livrer un ami, un frère à la guillotine, à la mort. Parle. »

« Dans mes travaux de recherches, j'avais un besoin urgent de documents pour étayer un concept scientifique. Que faire ? Je suis allé voir mon Directeur de Recherches ; à ma question, il m'a donné une clef et me dit : Prenez l'ascenseur, descendez au ...e sous-sol. A votre sortie, couloir du côté ..., ...e porte du côté A cette porte, c'est la Haute Volta ; vous avez tous les documents pour répondre à vos questions. J'ai suivi les instructions et j'ai trouvé la Haute Volta. Ce que j'ai vu me rend perplexe, aphone ; ce n'est pas vrai ; ce n'est pas possible ; c'est méchant. Laisser vivre tout un peuple dans la misère alors qu'il peut aisément prétendre à un bien être, à une richesse pour curer une pauvreté endémique ? Ce n'est pas possible ! C'est méchant ! ». « A.P.T., crois-tu en ce que tu as vu ? ». « Oui ! La méthode utilisée par le B.R.G.M. est infaillible. » « A.P.T. ! Tu es la deuxième personne à me parler de la richesse cachée de notre Volta. C'est méchant comme tu le dis, c'est criminel ; voir des enfants, des nécessiteux mourir alors qu'ils disposent de quoi se prendre en charge ! Mais pourquoi rentré au pays tu ne donnerais pas l'information ? » « Mon frère ! Tu veux que l'on me tue ? NON ! ». Depuis lors, c'est dans cet écrit que je viole le secret de "a pété".

CONSEILLER TECHNIQUE DU MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL, DE L'ELEVAGE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME, LE COMMANDANT ANTOINE DAKOURE :

Conseiller en charge du C.I.L.S.S. des O.N.G. nationales et internationales, et Chef de la Délégation des Experts de Haute Volta aux assises relatives à la Sécheresse au Sahel.

Le Secrétariat Exécutif du C.I.L.S.S. sur recommandation des Pays membres du C.I.L.S.S. a décidé la création sur le Territoire du C.I.L.S.S. de trois (03) Etablissements à vocation "Enseignement, Formation et Recherches" pour les besoins du C.I.L.S.S. dans sa lutte contre les effets de la sécheresse et le développement des Pays membres. Ces trois Etablissements sont : le Centre de TELEDETECTION, l'INSTITUT du SAHEL et le Centre AGRO-HYDROLOGIE et METEOROLOGIQUE (AGRHYMET). Déjà informé et conscient des performances de la Télédétection pour la détection des richesses du sous-sol du C.I.L.S.S., d'où, du LIPTACO-GOURMA, et aidés par mes collègues, nous nous sommes focalisés sur le Centre de TELEDETECTION, également visé et très convoité par le MALI.

Le résultat a été :

- a) Centre de TELEDETECTION : HAUTE VOLTA
- b) INSTITUT du SAHEL : MALI
- c) Centre AGRO-HYDROLOGIE et METEOROLOGIQUE (AGRHYMET) : NIGER.

Hélas ! Trois fois HELAS ! L'INSTITUT DU SAHEL et le CENTRE AGRHYMET fonctionnent à merveille dans leur site avec des financements des bailleurs de fonds. La TELEDETECTION sans ressources pour vivre parce que délaissée par les donateurs est morte de sa plus horrible mort : le personnel non payé, les appareils non entretenus, démontés et transférés ailleurs, etc. La TELEDETECTION était semble-t-il un luxe pour les pauvres.

Morale : Vous voulez détecter vous-mêmes vos potentialités et connaître votre force de frappe et vous rebeller contre nous ? NON, NON et NON !

LE CLUB DES AMIS DU SAHEL : UNE RENCONTRE INTERNATIONALE A DAKAR (1976).

Le Club des Amis du Sahel a organisé à DAKAR en 1976, sous la présidence du Président Abdou DIOUF, une rencontre internationale. A cette rencontre, les Participants ont appris que de DAKAR à N'DJAMENA, le SAHEL est perché, le SAHEL s'étend sur une importante nappe d'eau comestible avec des débits dont le pic dépasse 30 m³ /H et les faibles débits environnent 10 m³/H. Cette nappe à peu de frais peut reverdir le SAHEL. Des cartes hydrogéologiques portant la griffe B.R.G.M./FRANCE couvrant tout le territoire (les pays) du C.I.L.S.S., englobant donc le LIPTACO GOURMA, était à l'Ordre du Jour. Ces cartes étaient hachurées avec des +++ en bleu foncé (débits élevés) ou en bleu clair (débits faibles).

Je me rappelle, de retour à OUAGADOUGOU, avoir pris un compas, et mettant la pointe sur BOBO DIOULASSO, je couvrais KOUMBIA, ORODARA, BANFORA, (bleu foncé) ; c'est dire que les Eaux Minérales LAFI, BABALI, JIRMANI sont sur le site du débit élevé : débit égal ou supérieur à 30 m³/H. Faut-il le rappeler « Pour le site de l'Hôpital de Référence de Bobo Dioulasso, deux groupes s'invectivaient avec pour thème "Pollution de l'eau". Le Groupe 1 : NON pas à KOUA pour cause de pollution de l'eau ! Groupe 2 : NON pas à DINDERESSO pour cause de pollution de la rivière ! Chaque Groupe a raison, car la nappe d'eau couvre les deux sites ; mais ils ont tort en ce sens qu'il ne s'agit pas de nappes phréatiques à -30/60 m ; la nappe d'eau du B.R.G.M. est à -200/250 mètres.

Hélas ! Ces cartes se sont volatilisées : elles ont disparu, car les Voltaïques aussi bien que leurs cadets les Burkinabè, n'ont cure des archives et un Frère Magistrat me disait que beaucoup de jeunes magistrats proposent de brûler tous les documents de plus de 10 ans d'âge. SIC ! Dans ce cas, et la Jurisprudence, que faire d'elle ?

THE LAST BUT NOT THE LEAST : A BEAU MENTIR QUI VIENT DE LOIN !

Les acteurs : Les Ministres Moussa KARGOUGOU, Léopold KAZIENDE, la Maire Madeleine OUEDRAOGO, l'Ingénieur des Mines Adama Pierre TRAORE (mon A PÉTÉ) cités dans l'affaire de la richesse du sous-sol de la Haute-Volta (le LIPTACO GOURMA) ne sont plus de notre monde. Dans ce cas, mes propos peuvent être considérés comme des inventions, et "à beau mentir, qui vient de loin !" Personne ne me croira ; personne pour me soutenir, pour dire c'est vrai.

Etant dans un Bureau (courant juin 2022) en attente du traitement de mon dossier et pour passer le temps, je dissertais sur la méchanceté des Colonisateurs qui connaissent notre pays mieux que nous-mêmes et qui gardent le secret. Je mettais un point d'honneur sur l'acte d'Emmanuel MACRON, un acte qui dénote l'audace, une audace jamais rêvée : les objets d'art, les objets de culture, de culte, (croyances religieuses : le VAUDHOU), expropriés, et exportés par ses Frères du temps de la colonisation et qui trônent dans des Musées français : PARIS, VERSAILLES, etc., ont été partiellement rendus aux Etats propriétaires. J'ai développé de long en large la richesse du

LIPTACO GOURMA. Et qu'il serait juste et très appréciable, comme Emmanuel MACRON l'a fait pour d'autres pays colonisés par la FRANCE, de nous en parler, de nous donner les indications de leurs trouvailles dans le sous-sol du territoire du LIPTACO GOURMA.

Ce même jour, j'ai reçu dans la soirée, un message sur WhatsApp ; ce message confirme mes dires avec des précisions de mon Grand Frère, le Ministre Léopold KAZIENDE, des informations qui ne laissent pas inactif et qui complètent et confortent mes dires. J'étais très surpris, interloqué. Instinctivement, j'envoie un message au numéro de mon interlocuteur de ce matin :

« As'Salam. Qui êtes-vous ? Assurément Mr Idrissa ? Il faut une rencontre entre les fils du LIPTACO GOURMA pour sortir la braise fort rougeoyante de la cendre, ... Etc. »

« Wa aleykoum salam ! Affirmatif c'est Idrissa. Que Dieu veille sur la terre de nos aïeux. »

Je partage le message avec toi et avec tous ceux qui sont intéressés. J'ai cette ferme conviction qu'après lecture, ils ne resteront pas inactifs.

DISCUSSION : OH ! Mon DIEU ! Aide-nous !

Ta Terre n'appartient-elle pas aux premiers occupants ? Cette région que l'on ne peut pas terrasser (Libataako) est ou sera la convoitise des Puissants et c'est ça qui justifie le Terrorisme de nos jours dans "Libataako". Malheureusement, ceux qui n'ont pas la parfaite information du scandale géologique de "Libataako", (un scandale géologique qui comme un morceau de viande en putréfaction, attire des mouches ; disons mieux, une goutte de miel, attire des mouches, des abeilles, des fourmis, etc.), se lancent dans des polémiques, dans des élucubrations dont eux seuls ont le savoir, pour démontrer que telle ou telle autorité n'a pas compétence à la gouvernance ; ils ne maîtrisent pas la "CAUSE" de ce Terrorisme, mais sont prêts et compétents à épiloguer sur ses conséquences ! Est-ce juste ? Ne faut-il pas maîtriser la "Cause" avant ses "Conséquences" ? La Cause est en amont ; les Conséquences en aval.

Pour laver un escalier, commençons d'abord à laver les marches en amont et graduellement on descend vers l'aval ; l'eau ruisselle de la montagne vers la vallée. Sur cette question de gouvernance, seule la sagesse du terroir moi-a-ga peut répondre à cette question ; elle enseigne que : « Zi tenga mi mooré ». « Le spectateur est le meilleur lutteur » ; mettez-le dans l'arène et il démontrera ses performances s'il en a. »

Le meilleur lutteur sera le meilleur diplomate qui, par sa formule : « Sésame ouvre-toi ! », aura pour écho souverain : « "Libataako" ouvre-toi. » de Emmanuel MACRON.

En additif cher Frère ! :

Je fondais beaucoup d'espoir sur la "diplomatie" pour le démarrage et la réalisation de "Liba-ta-ko" ; mais l'atmosphère politique qui de nos jours embrase l'Ambassadeur de France et réclame son expulsion, serait-il sage de braver, de défier orgueilleusement un lion dans son antre en ramant à contrecourant ? NON et NON ! Si on le faisait, les adversaires politiques en tiendraient compte

et à cœur joie, ne se lasseraient pas d'asséner sur la gouvernance, des massues aux moments opportuns. Changeons de tactique ; ne baissons pas les bras.

Paraphrasons notre aîné le regretté Ministre Bamina Georges NEBIE, Ministre de la Défense dans le Gouvernement du Président Maurice YAMEOGO, en charge des négociations avec la France sur les accords militaires qui aboutirent à la création de l'Armée Voltaïque. Le Ministre B.G. NEBIE a dit : « On est mieux défendu par soi-même que par quelqu'un d'autre. » Sur cette base, rendons caduque la diplomatie car, quand un diplomate ne veut pas dire 4, il vous dira toujours soit 1+3 ; soit 2+2 ou 5-1, etc. jamais, il ne prononcera le chiffre 4. La diplomatie peut ne dévoiler qu'une minuscule frange de Liba ta a ko, ce qu'a vu mon ami "Apété" dans ses recherches pour son Mémoire, alors que le Burkinabè a à faire à une "ZONE" que l'on ne peut pas terrasser, i.e. une "ZONE" que l'on ne finira jamais d'exploiter. Faisons recours aux prospections géologiques par Télédétection" nous-mêmes et en fonction des desideratas du moment : de nos besoins, de nos forces, du marché international, exploitons et commercialisons tel ou tel item.

Les prospections géologiques ont beaucoup évolué. Loin de se contenter seulement de creuser des trous, de tracer et creuser des sillons dans le sol ; elles se font beaucoup plus par Télédétection. Cette modernité permet à la fois de localiser avec précision le ou les champs miniers à exploiter (surface, profondeur, densité des matériaux qui s'y trouvent), etc. Mais cette technologie est très chère : elle requiert un ou des satellites, des ordinateurs performants, un personnel de haut grade scientifique, des bâtiments, du matériel technique, des moyens financiers, de l'ordre de plusieurs milliers de milliards d'Euros, etc. Pour ces moyens financiers, de bons négociateurs peuvent les trouver.

A mon humble avis, il faut d'ores et déjà créer une Société Nationale Burkinabè de la Géologie et des Mines, à vocation Recherches, Exploitation, Commerce. Le Mali vient de créer la sienne. Pour une convergence de la volonté, des efforts, ... du peuple malien à soutenir cette création, le Président GOÏTA a cru bon d'exhumer le discours de son aîné (son Papa, son Papy) Modibo KEÏTA, un discours de 24 minutes vieux de 61 ans, lors de la cassure intervenue entre le Mali et le Sénégal en 1961. Pour conforter cette convergence et lui donner une assise populaire, il ne manquait seulement que les exhortations sublimes du célèbre griot moraliste BAZOUMANA à l'adresse du peuple malien, une galvanisation, une exaltation, une invite à se dresser et à être UN, face à l'adversité, car le Mali de Soundiata KEÏTA, le Mali du fils de la bufflonne Sogolon KONE, ne doit pas baisser la tête et se laisser voler.

Ce jour-là (22 Septembre 1961), le vol d'U.T.A., un D.C.4 qui me transportait de Bobo-Dioulasso à BAMAKO pour KATIBOUGOU : ligne Dakar/Bamako/Bobo-Dioulasso/Ouagadougou/Niamey et Retour), atterrissait à BAMAKO. En route pour KATIBOUGOU pour mes études secondaires, j'étais noyé dans une ville (BAMAKO) en ébullition que je ne connaissais pas ; toute la population Bamakoise se dirigeait vers le stade où le Président Modibo KEÏTA (Prisonnier libéré de Léopold S. SENGHOR), arrivait de DAKAR par la voie ferroviaire DAKAR-NIGER, et devait prononcer son discours.

Frères !

Aujourd'hui, au Burkina Faso, l'atmosphère médiatique est centrée sur la SECURITE et ses corollaires, ses conséquences heureuses que sont : la "Réconciliation", le "Vivre Ensemble", la "Stigmatisation", Un Média qui ne disserte pas sur la Réconciliation, le Vivre Ensemble, etc. n'a assurément pas d'auditeurs, et comment dans ces conditions, faire naître Liba ta-o-ko ?

Trouvons un créneau, une faille dans les médias adonnés à ces thèmes pour faire poindre une petite flamme qui les jours venant, grossira et jettera son dévolu, toute sa lumière sur Liba ta-a-ko afin d'intéresser, d'instruire et décider le citoyen lambda à faire de Liba ta-a-ko le centre d'intérêt dans les causeries : Liba ta-a-ko par ici ; Liba ta-a-ko par là ; Liba ta-a-ko partout dans les rues, à la radio, à la télé, dans les Grains de thé, de jeux, de lido, poker, A y penser et après analyses pointues, on arrive à une conclusion : Liba ta-o-ko traite le terrorisme, la stigmatisation, la réconciliation car l'UNION fait la FORCE et nous avons besoin de cette union face aux forces destructives de l'intérieur et de l'extérieur.

J'ai beaucoup aimé Burkina Info qui a rappelé dans une de ses émissions "MédiaScope" je pense bien, l'héroïsme de Patrice LUMUMBA. L'animateur était à la hauteur de sa tâche. Avec doigté et élégance, il savait quand fallait-il jeter l'huile sur le feu (le pyromane) et inciter ses invités à éteindre ce feu (les pompiers) et quand faut-il que ces invités fassent recours à des tonnes et des tonnes d'oxygène, si le feu est en voie d'extinction.

La création de la Société sera ainsi facilitée et les institutions internationales de financement : le F.M.I., la B.I.R.D., les Institutions de Financement Islamique assujetties aux dispositions coraniques relatives aux prêts (la RIBA) : la B.I.D., la B.A.D.E.A., les FONDS des Pays arabes, n'objecteront pas à toutes sollicitations de subventions, de prêts pour la création ou le fonctionnement de la Société Nationale Burkinabè de la Géologie et des Mines car, c'est tout le Peuple Burkinabè qui se sent concerné et qui dans son indigence, sollicite un financement pour alléger sa détresse, son infortune. Il ne s'agit pas d'une imposition du Gouvernement, mais bel et bien une requête du Peuple Burkinabè. Pour toutes fins utiles, je joins un avant-projet d'organigramme afin d'inciter à la réflexion, à l'analyse et faciliter le travail pour décider très rapidement.

NOTA BENE

1°) La Société Nationale Burkinabè d'Hydrocarbures (SONABHY). La SONABHY est à citer comme exemple dans l'impérieuse nécessité de création de la future Société Nationale de la Géologie et Mines à vocation Recherches, Exploitation et Commercialisation. En effet, les Hydrocarbures liquides (essence, gasoil, fuel, D.D.O. etc.) ou gazeux (méthane, propane, etc.) sont du seul ressort de la SONABHY. Des Marqueteurs connus sur le plan international, très puissants (TOTAL Energies, etc.) sont obligés de s'approvisionner à la SONABHY. Aussi, les Grandes Sociétés minières connues mondialement, seront-elles aussi obligées de travailler dans et pour la SOCIETE NATIONALE BURKINABE DE LA GEOLOGIE ET DES MINES. L'indigence du BURKINABE rejette les pis-aller que les Gouvernants qualifient triomphalement, de nos jours, comme trophées de guerre, un bonus pour le Budget National.

A la date du 16 Septembre 2022, le cours de l'or était :

Lingot Or 1 kg à 53.610 Euros ; et l'Euro affichait : 1 Euro à 657,25 F C.F.A. A ce taux, nous avons : 1 Kg d'Or vaut $53.610 \times 657,25 \text{ F} = 35.235.172,5 \text{ C.F.A.}$ 1 000 kg vaut 35 Milliards, 235.172.500 F C.F.A. et 1.000 000 kg à 35.235 Milliards, 172.500 000 F C.F.A.

En rappel, le Budget National du BURKINA FASO culmine à 3.000 Milliards de F.C.F.A. Une exploitation de 1.000 Tonnes d'or étant estimée à 35.235 Milliards 172500, le ratio équivalra à $35.235,172500 / 3.000 =$ soit 11,7450575 fois le Budget National. Notre analyse ne concerne que l'or ; et les autres spécialités. A-t-on le droit ou le devoir de cracher sur cette aubaine qui permettra de rembourser les prêts, de payer les salaires, d'entretenir et de veiller à la fonctionnalité efficiente des investissements pour un rendement futur meilleur (100%), de renflouer le Budget National pour le développement national : enseignement, santé, sécurité ; ces trois secteurs sont gourmands, on le sait ; mais ils propulsent les autres secteurs économiques à des hauteurs inespérées. Ces 3 secteurs sont à comparer avec profit aux trois premiers étages d'APPOLO, gourmands et très puissants chargés de placer la capsule en orbite.

2°) Suis-je un Petit Frère de notre illustre hôte Léopold KAZIENDE ? Je ne le pense pas. Né à Kaya en 1910, sa fille est octogénaire ; je le suis actuellement ; nous avons le même âge. Il a enseigné le Lieutenant-Colonel Seyni KOUNTCHE. Il a quitté notre monde en 1999, à 89 ans d'âge. Il est mon Tonton, et non un Grand Frère.

« Repose en PAIX, Tonton KAZIENDE et que cette Paix prophétiquement souhaitée, environne le Liba-ta-o-ko c'est-à-dire le Burkina Faso qui abrite ton placenta, le Niger, et le Mali. »

« Tonton, tes paroles prophétiques sont en train de se réaliser car le Terrorisme programme notre asservissement pour occuper notre Liba ta-o-ko. »

Le professeur Farmo Moumouni cite à son tour Léopold KAZIENDE dans son ouvrage « Souvenir d'enfant de la colonisation » :

GUERRE AU LIPTACO GOURMA : Le drame avait été prédit. Il dormait depuis plusieurs années dans un livre : "Souvenir d'enfant de la colonisation".

« Qui au Mali, au Burkina Faso, au Niger s'en est soucié ? Quelle Autorité a daigné parcourir les pages prophétiques ? Un coup d'œil, une lecture même en diagonale, dans un cabinet, dans un bureau, dans un salon, de Bamako, de Ouagadougou ou de Niamey aurait peut-être suffi à le conjurer. L'auteur, Léopold KAZIENDE déclare dans le Tome 5 : « J'affirme et je réaffirme que je serai dans mon tombeau, mais le LIPTACO GOURMA fera parler de lui. Il en sera ainsi dans un futur plus ou moins éloigné ». Mais avant il questionnait : « La prophétie de SADIO présageant que cette région sera le KATANGA de la HAUTE VOLTA, du MALI, et du NIGER se vérifiera-t-elle ? »

La réponse concrète se trouve dans la guerre contre le Terrorisme. Elle est dans l'occupation par des armées étrangères. Elle est dans le meurtre, dans l'assassinat. Elle est dans le déplacement des populations civiles. Elle est dans la mort de plusieurs centaines de soldats.

Léopold KAZIENDE, plusieurs fois Ministre de la République de 1959 à 1974, ayant occupé plusieurs portefeuilles, notamment ceux des Travaux Publics et des Mines, savait de quoi il parlait. Il savait que les richesses minières de la région sont immenses et diversifiées. Il savait que les convoitises extérieures et les complicités intérieures transformeraient la région en brasier, qu'elles en feraient un charnier.

La FRANCE sait -peut-être mieux que nous- ce que contient le LIPTACO GOURMA. Ancienne puissance coloniale, pendant que la région était dans son empire colonial, elle l'a sondée, prospectée, elle y a creusé des trous, des puits, et des sillons afin de connaître ses entrailles. Les technologies nouvelles ont permis de découvrir des minerais insoupçonnés. Mais la France n'est pas seule à savoir. Des puissances étrangères, grandes, petites et moyennes savent et veulent leur part du butin.

Que l'exploitation des richesses serait aisée si l'on faisait du LIPTACO GOURMA une Tabula Rasa ! Ah ! Qu'il serait facile si l'on y créait un Etat minier entièrement dévoué à la cession des richesses ! Mais que faire des populations qui ont fait souches dans le LIPTACO GOURMA ? Les terroriser, les déraciner, les pousser à l'exode, les tuer, tout cela concoure au dépeuplement. Au MALI, au NIGER, au BURKINA FASO, elles vivent quotidiennement dans le martyr sous les yeux de gouvernements incapables, sous l'œil clos de la Communauté internationale. Gens du BURKINA, du MALI et du NIGER, que l'appellation "Zone des Trois Frontières" n'évoque pas en vos esprits l'idée d'éloignement. Et si c'est le cas, jetez un coup d'œil sur l'essai de localisation qui suit ; vous verrez que vous êtes au cœur du LIPTACO GOURMA.

LIPTACO GOURMA est la francisation de "Liba" qui signifie "terrasser" en peulh et de "Ta-ako" dont la signification est "on ne peut pas". Etymologiquement, LIPTACO c'est ce qu'on ne peut pas terrasser. Avec le GOURMA qui signifie l'ouest en SONGHAY, il forme une vaste région qui couvre le BURKINA FASO, le MALI et le NIGER.

D'aucuns parlent de la Région des Trois Frontières, mais il s'agit là d'une vision réductrice car, le LIPTACO GOURMA au-delà des frontières s'étend d'ouest en est de Mopti au MALI à Tassara au NIGER et du nord au sud, de Bourem au MALI à Kaya au BURKINA FASO.

Au Niger font partie du LIPTACO GOURMA : Niamey et ses environs, Torodi, Say, Tillabéry, Banibangou, Tillia, Ouallam, Ayérou, Gotheye, Téra, Bankilaré, Filingué, Balléyara, Abala, Tassara.

Au MALI : Djenné, Gao, Assongo, Gossi, Kidal, Meneka, Anderamboukane, Bourem.
Au BURKINA FASO : Dori (Province du Séno), la Province du Yagha, la Province du Sanmatenga (Kaya), la Province du Namentenga (Boulsa), la Province du Yatanga (Ouahigouya), la Province du Bam (Kongoussi).

Jeunes Gens des trois pays, le LIPTACO GOURMA pose à votre avenir un problème concret. Unissez-vous pour le résoudre. Honorez-le suivant la toponymie "Libataako", région qu'on ne peut pas terrasser.»

Selon le professeur Franklin Nyamsi Wa Kamerun c'est la raison principale de la réoccupation militaire des pays du Sahel, donc du Liptako Gourma par l'OTAN.

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont alors envahis par les forces de l'OTAN. Au Tchad nous avons les forces françaises depuis belle lurette pour surveiller Khadafi.

Au Niger on peut dénombrer la présence des forces françaises, allemandes et américaines. C'est une certitude.

Certaines sources non encore confirmées évoquent la présence militaire de troupes italiennes et espagnoles aussi. Ce qui est sûr, l'Italie en a fait la demande officielle auprès des autorités nigériennes. Le Niger a-t-il répondu favorablement à cette requête ? Je n'ai pas la réponse.

Notons qu'au Niger la légalité de l'installation des forces françaises Barkhane se pose. En effet, il est important de se poser la question sur la conformité à la Constitution de cette présence militaire française.

Le juriste que je suis se demande si le simple fait, par l'Assemblée nationale du Niger, de voter la modification de la déclaration de politique générale du gouvernement peut constituer une base légale permettant cette présence militaire des forces de Barkhane ?

Ma conviction est qu'il y a là une violation flagrante des dispositions des articles 168 à 170 de la Constitution du Niger. C'est mon point de vue. J'espère que d'autres juristes me prouveront le contraire. A toutes fins utiles, je vous livre le contenu de ces dispositions constitutionnelles du Niger. A chacun d'en juger la pertinence.

Article 168 : Le Président de la République négocie et ratifie les traités et accords internationaux.

Article 169 : Les traités de défense et de paix, les traités et accords relatifs aux organisations internationales, ceux qui modifient les lois internes de l'Etat et ceux qui portent engagement financier de l'Etat, ne peuvent être ratifiés qu'à la suite d'une loi autorisant leur ratification.

Article 170 : Si la Cour constitutionnelle saisie par le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale, le Premier ministre ou un dixième (1/10) des députés, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de le ratifier ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution.

Cette contorsion de la règle de droit ne peut constituer une protection pour les « occupants » français et sera suspendue comme une épée de Damoclès sur la tête des personnes, membres du gouvernement comme de l'assemblée nationale ayant initié ou cautionné une telle forfaiture. Un jour, elles devront rendre des comptes à la nation.

Je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi les députés de l'opposition politique nigérienne, pourtant non favorables à cette installation de Barkhane lors des débats à l'Assemblée nationale n'avaient pas soumis cette question à la Cour constitutionnelle du Niger pour la trancher.

Quant aux autres forces occidentales, nous ignorons sur quelles bases elles sont installées au Niger. C'est la loi du silence.

Le Mali, en froid avec la politique française au Sahel, a rompu tout accord militaire avec la France. Le Mali a aussi quitté le G5 Sahel, une structure politico-militaire qui regroupe outre la France, la Mauritanie, le Niger, le Mali et le Burkina Faso, créée « pour mutualiser les efforts » de ces pays dans le cadre de la lutte contre le terrorisme au Sahel.

Dans cette même dynamique, le Mali vient d'obtenir aussi le départ négocié des forces françaises de son territoire. C'est plus de 6000 containers et engins lourds qui vont traverser la frontière du Mali pour rejoindre le Niger pendant près de 6 mois.

Selon un article de Cyril Payen, journaliste à France 24 et publié le lundi 15 août 2022, les derniers soldats français encore présents au Mali ont définitivement quitté ce pays, le lundi 15 août 2022 à 13 h (heure de Paris) après le transfert aux forces maliennes de la base de Gao. Le départ des forces françaises met fin à neuf ans d'opérations militaires dans le pays.

Le dernier détachement de la force Barkhane a franchi, ce même jour lundi 15 août, la frontière entre le Mali et le Niger, mettant fin à neuf ans d'opération militaire visant à éradiquer le terrorisme dans la région.

Triste sort pour une armée venue combattre officiellement le terrorisme au Sahel mais dont la hiérarchie politique, mue sans doute par des intérêts financiers énormes a conduit, bien malgré elle à être confondue à un soutien au mal qu'elle est sensée combattre.

Le pire est à venir :

En effet, le Colonel Abdoulaye Maiga, porte-parole du gouvernement malien, par un communiqué radio-télévisé, informait l'opinion nationale et internationale que **le dimanche 07 août 2022** aux environs de 15h00, les unités des Forces Armées Maliennes (FAMa) de Tessit, avaient été la cible d'une attaque complexe et coordonnée des groupes armées terroristes, vraisemblablement de l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) caractérisée par l'usage de drones, d'explosifs, de véhicules piégés, ainsi que de tirs d'artillerie.

A la suite de cette attaque, le gouvernement du Mali a récemment accusé la France d'espionnage, d'armer et de soutenir les groupes terroristes pour sa déstabilisation. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies est saisi d'une plainte dans ce sens. Les africains et le monde entier attendent que cette affaire soit tirée au clair par les Nations Unies car il s'agit d'une première qu'un pays colonisé ait songé à porter plainte au niveau des Nations Unies contre son ancienne puissance colonisatrice et membre permanent du Conseil de Sécurité.

Est-ce une simple accusation ?

Le Mali assure détenir les preuves de ses accusations. Une chose est sûre, dans cette affaire, la France a pu compter sur le soutien indéfectible du Sénégal qui, à travers sa ministre des affaires

Etrangères Aissata Tall Sall, a offert ses services en vue d'une médiation. Mais la partie malienne compte aller jusqu'au bout de cette affaire.

Le rubicond est franchi.

Page 24 : Des guerres pour capter des budgets

Marc EICHINGER nous apprend que la France fait des guerres pour capter des budgets. Le lobby militaire n'a plus de complexe, des pays sont déstabilisés simplement pour renouveler un stock d'armes, en vendre d'autres et faire du business.

Page 25 : Le printemps tunisien :

Lors du soulèvement des populations tunisiennes contre le régime Ben Ali en décembre 2010, qui n'a pas été scandalisé par les propos tenus par Michelle Alliot-Marie alors ministre des Affaires étrangères propose à l'Assemblée nationale, pour limiter la violence, de former la police tunisienne ?

Cette position de « MAM », les initiales de Michelle Alliot-Marie, incompréhensible pour le ministre des Affaires étrangères du pays des droits de l'homme sera pourtant comprise grâce à une enquête du Canard enchaîné, relayé par le Monde. MAM était partie en Tunisie acheter des parts de société civile immobilière à un proche du clan au pouvoir. A cette occasion, elle utilise même l'avion privé du gendre du Président Ben Ali.

Marc EICHINGER se dit écœuré. Une fois de plus une ministre en exercice fait passer ses amitiés douteuses avant tout. Il poursuit qu'il n'était pas encore au Niger mais qu'il entendait déjà que des membres d'Al-Qaïda sont à la manœuvre en Egypte et en Libye. Tout va basculer très vite et ce sera le tour de la Syrie.

A la page 29 Marc EICHINGER nous informe que le 13 novembre 2015, les parisiens paieront le prix fort de l'incompétence et de la cupidité du monde politique français.

Mon Commentaire : En effet, le 13 novembre 2015, une série d'attaques simultanées ont été perpétrées à Paris et à Saint-Denis, attaques dans lesquelles 131 personnes ont perdu la vie et 350 ont été blessées. Il s'agit des attentats les plus meurtriers jamais commis en France. Ils ont été revendiqués par l'Etat islamique.

Marc EICHINGER poursuit : Les responsables de ces attentats ne sont pas seulement des djihadistes qui ne voient dans la mort qu'une raison de vivre. Ce sont ceux qui ont financé le fameux Califat, les vrais responsables. Il conclue que s'il doit mener un combat, ce sera celui de la vérité sur le financement de Daesh.

Page 45 : Le Qatar tue à Tripoli :

Le 23 mars 2021 après une rencontre à l'Elysée entre Emmanuel Macron et Mohamed al-Manfi, le Président du Conseil présidentiel libyen, Macron annonça : « Nous avons une dette à l'égard de la

Libye et des libyens, très claire qui est une décennie de désordre. Les libyens ont le droit d'avoir un pays en stabilité et de recouvrer leurs droits ».

Par ces mots, Macron vient de reconnaître la responsabilité de la France et de ses alliés dans le désastre libyen.

Mon commentaire : Ainsi que sa suite logique, le désastre au Sahel.

Page 46 : Les Sarkozy sont à la fête

Après l'élection de Nicolas Sarkozy, on peut dire que le Qatar a été particulièrement généreux avec le monde politique français. Le 24 novembre 2009, Carla Bruni repart d'une visite privée avec 6 millions d'euros : elle était venue inaugurer un centre médical à Doha en tant que première dame. Vu le montant, son mari a même improvisé un petit voyage dans les Emirats pour aller la chercher (conférer C. CHESNOT, G. MALBRUNOT), Qatar, les secrets du Coffre-fort, Michel Lafon, 2013).

Mon commentaire : Les porta potty du Qatar ne datent apparemment pas d'aujourd'hui.

Marc EICHINGER poursuit : Chez les Sarkozy, le mois de novembre a un air de fête avant l'heure. Un an après le 22 novembre 2010, le Sheikh Al-Thani est invité à une réunion à l'Elysée en compagnie du ministre de l'Intérieur Claude Guéant et de Michel Platini. C'est déjà Noël ! Nous pouvons lire dans le procès verbal de la réunion...

« Et en réponse à l'invitation du Président français Nicolas Sarkozy à son Excellence le sheikh Tamim bin Hamad al-Thani, prince héritier du Qatar, à visiter la France pour mettre en application les directives communes précitées, et qui sont relatives aux investissements qataris en France et au soutien du dossier du Qatar pour l'organisation du Mondial 2022, des entretiens secrets ont eu lieu aujourd'hui le 22 novembre 2010 à l'Elysée, sous la présidence de Nicolas Sarkozy et de son excellence le sheikh Tamim bin Hamad al-Thani en présence de M. Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée et de Michel Platini, président de l'UEFA. »

La dernière page nous intéresse plus particulièrement.

« Il a été convenu que l'Etat du Qatar se charge de tous les frais des opérations militaires et de sécurité en Libye. Que l'Etat du Qatar verse la somme de 300 millions d'euros à son excellence le président Nicolas Sarkozy (sous entendu à l'Etat français via son président).

A l'issue de la réunion, le président Sarkozy a félicité son Excellence le sheikh Tamim bin Hamad al-Thani, prince héritier du Qatar, pour le grand rôle qu'il joue dans le partenariat stratégique particulier qui lie la France au Qatar dans tous les domaines. Il a également renouvelé son engagement pour le soutien du Qatar dans l'organisation du Mondial 2022. »

Le Qatar a donc payé la totalité des dépenses de la France lors de l'opération dont le montant a été confirmé par le ministre Gérard Longuet au Figaro : « sept mois de guerre dont la France a été l'un des fers de lance et qui lui auront valu un surcoût d'environ 300 millions d'euros, a annoncé jeudi

le ministre de la Défense, Gérard Longuet. Ce montant comprend en premier lieu le prix des munitions utilisées. Elles représentent « plus d'une centaine de millions » d'euros, a indiqué un responsable du ministère de la Défense, qui note que leur consommation a été « très forte » du fait de l'absence de troupes au sol dans ce conflit.»

L'auteur poursuit que comme la Presse et les français sont bien crédules, le ministre se permet d'en rajouter : Paris compte-t-il demander à Tripoli de rembourser les frais engagés pour soutenir la révolution ? « Nous n'envoyons pas de facture aux gens qui nous appellent en SOS secours, liberté, indépendance, sécurité », répond Gérard Longuet. En revanche la coopération française avec la Libye est extrêmement prometteuse », estime-t-il.

A la page 48 Marc EICHINGER relève curieusement que les forces britanniques dépenseront le même montant et les Etats-Unis y mettront un peu plus de 500 millions de dollars. Prudent, il dit ne pas savoir comment ce montant a été payé, sans doute très directement.

En revanche, comme la France avec l'affaire Austra, le Qatar est généreux avec Al Gore : en 2013 la chaîne de télévision d'Al Gore, Current TV, est rachetée 500 millions de dollars par le Qatar. L'idée était de bâtir sur cette base Al-Jazeera America mais, à peine le rachat conclu, cet investissement tourne mal et tout disparaît sans reprenneur.

Pour en revenir à notre aventure libyenne, le Qatar n'aura eu à investir qu'un gros milliard d'euros pour plonger la Libye dans une décennie de chaos et de destruction. Il y gagnera la disparition d'un concurrent gazier et la captation de fonds libyens. Profitant du merdier de la déstabilisation de toute la zone sahélienne, la sheikha Moza, épouse de l'émir en profitera pour financer la rébellion au Nord-Mali.

Mon commentaire : Il est dès lors établi que c'est le Qatar qui finance les hordes terroristes au Sahel avec la bénédiction de « nos ancêtres gaulois ».

Nous retrouverons les SAS, les forces spéciales quataries et françaises pour entraîner des ennemis, mais avec l'argent du Qatar. Ils formeront Salman Abadi dont le père, proche d'Al-Qaïda et opposant de Khadafi, avait émigré en Angleterre. Salman tuera 22 personnes à Manchester en 2017. Khairi Saadallah poignardera 6 personnes qui faisaient la fête dans un parc de Reading. Trois mourront le 20 juin 2020 : le terroriste déclare au tribunal avoir été entraîné par les français en Libye.

Rachid Redouane est l'un des trois auteurs de l'attaque sur le pont de Londres en 2017. Les frères Mohammed et Abdalraouf Abdallah, complices de l'attaque de Manchester, sont aussi passés par la case formation en Libye.

Mon commentaire : Ces différentes attaques de terroristes en Europe (Angleterre, France, Belgique et Allemagne) sont-elles des messages de ces terroristes à l'endroit de leurs formateurs et utilisateurs ?

Page 50 : Les rapports d'alerte d'anciens sous officiers français

En France deux anciens sous officiers Pierre Martinet et Pierre Marziali qui travaillaient en Libye dans la sécurité privée tentaient d'informer les responsables politiques français notamment Claude Guéant et Nicholas Sarkozy que les rebelles à Khadafi étaient en réalité des terroristes. Les alertes de ces deux informateurs de circonstance n'ont jamais été prises au sérieux.

Le 14 avril 2011, lassés de ne pas être entendus, nos paras vont directement frapper à la porte de l'Elysée pour apporter un rapport complet et des images de tortures pratiquées par les rebelles libyens, les amis de la France.

Ils sont reçus par un commissaire de police qui leur confirme que les informations sont bien remontées et leur souhaite un bon retour en Libye.

Le 11 mai 2011 Pierre Marziali, dirigeant de la Secopex finit par être tué en Libye, exécuté d'une balle dans le dos, arrêté par des rebelles libyens au niveau d'un check point.

La famille Marziali n'obtiendra jamais aucune réparation, inutile de porter plainte, la guerre en Libye n'était que du business. Au fond, au travers de sa société privée Secopex, il voulait lui aussi une part du gâteau.

Mon commentaire : Ces sous officiers pensaient bien faire en donnant de informations sûres à leur pays mais ils ne savaient certainement pas que ceux à qui ils donnaient ces informations étaient des « méchants » de connivence certainement avec les rebelles libyens.

Page 54 : Le rôle du fameux Bernard-Henri Lévy

Marc EICHINGER nous informe que nous sommes bien dans un conflit totalement privé, avec une DGSE qui n'a pas besoin du rapport de Pierre Marziali, lequel risque de gêner le business. Et les affaires sont très lucratives, comme en témoigne la somme versée par le Qatar à Bernard-Henri Lévy pour sa prestation au côté de Sarkozy et face aux caméras d'Al-Jazeera :

(En dehors de l'entête officiel du ministère des finances et de la signature, la lettre peut être authentifiée grâce au code-barres 2D utilisé également dans l'administration française.)

A monsieur Ahmed Ali Abdou Boukachida, directeur des Comptes et du Trésor public (salutations)

Selon les hautes directives de Son Excellence Sheickh Hamad bin Khalifa al-Thani, émir du Qatar, dans son courrier numéro DA-2011-984, vous êtes prié d'établir dans les meilleurs délais un chèque d'un montant de 40 millions de riyals qataris à l'ordre de M. Bernard-Henri Lévy, de notre compte bancaire domicilié à la Banque nationale du Qatar, sous forme de cadeau émirien.

Avec nos sincères salutations et respect, Youssef Hussein Kamal, ministre de l'Economie et des Finances.

Mon commentaire : Telle est la vraie face de Bernard-Henri Lévy que l'on vit mobiliser les foules et haranguer les foules en disant défendre la cause des populations libyennes. En réalité, il avait marchandé ce conflit avec ses amis Sarkozy et compagnie pour tirer profit au compte du Qatar.

Page 55 : De Serval à Barkhane

Marc EICHINGER annonce : Le désastre libyen entrainera la France dans l'opération Serval, puis dans Barkhane, l'opération extérieure la plus calamiteuse de la France contemporaine. Un véritable fléau budgétaire pour le contribuable français et une ineptie sur le plan militaire. Toujours pour capter des ressources budgétaires, des primes, des contrats, des bakchichs, 5000 éléments de l'armée française devront donner l'illusion de contrôler un territoire hostile aussi vaste que l'Europe de l'Ouest.

La stratégie sahéenne de la France devient une tragédie. Le coût financier démesuré de cette aventure à un milliard par an est insupportable.

Le bilan des pertes humaines masque également les nombreux accidents qui ont coûté la vie de soldats par pure négligence de la hiérarchie. Citons quelques exemples : l'un meurt en soudant un réservoir de réfrigérateur qui explose ; l'autre gonfle un pneu de camion qui lui pète à la figure ; ou encore récemment, un mécanicien est écrasé par la cabine du camion dont il répare le moteur.

Pis, dans la soirée du 25 novembre 2019, un hélicoptère Tigre et un Cougar se télescopent à la sortie d'une opération. Le bilan est très lourd, 13 morts. Devant un tel drame, les chaînes d'information relayent les éléments de langage de l'état-major, une nuit d'encre, une opération particulièrement complexe...

Un an après, le bureau enquêtes et accidents pour l'aéronautique émet un rapport particulièrement douloureux : aucun des deux appareils n'était équipé d'un système d'alerte anti-abordage ou, à défaut, « permettant de visualiser la position relative précise des aéronefs environnants ».

Même nos voitures sont équipées de dispositif d'alerte anticollision – le bip-bip que vous entendez quand vous faites votre créneau.

Le coût de ce système est dérisoire. En juillet 2021, suivant la recommandation du BEA après cet accident, l'aviation légère de l'armée de terre annonce qu'elle va équiper 280 hélicoptères pour une enveloppe de 2,4 millions d'euros.

Mon commentaire : Tous ces morts ont pourtant été attribués par les officiels français aux attaques de terroristes. Nous apprenons cependant par l'intermédiaire d'un enquêteur privé français qu'il s'agit de morts par accidents ou négligence de la hiérarchie militaire française.

Page 56 : Le Qatar investit en France dans le sport par Qatar Sports Investments (QSI)

Mais avant de suivre les traces de Bernard-Henri Lévy et de ses amis en Syrie, nous avons deux derniers documents à vous montrer. Juste pour avoir la nausée pour de bon. L'année 2011 a vraiment été renversante.

Le premier document auquel fait référence Marc EICHINGER est une correspondance datée du 12/07/2011 des services de Son Excellence le Sheikh Khalid bin Khalifa al-Thani et signée par Nasser Ghanim al-Khelaifi (ce nom nous rappelle un certain président du PSG) et ayant pour objet le reste du montant consacré à son Excellence le président Nicholas Sarkozy et les commissions de MM. Claude Guéant et Michel Platini.

Ainsi, selon le responsable de la société Qatar Sports Investments Oryx (QSI) et sur la base des nobles instructions de son Excellence Sheikh Khalid bin Khalifa al-Thani, prince héritier du pays, un montant de 15 millions d'euros est transféré à son Excellence le président Nicholas Sarkozy en récompense de son soutien à l'Etat du Qatar pour l'organisation du Mondial 2022 et l'acquisition du club du Paris-Saint Germain. De même, MM. Claude Guéant et Michel Platini reçoivent chacun une commission de 2 millions d'euros pour l'acquisition du club du Paris-Saint Germain. Je vous fais grâce des autres détails en fin de lettre.

Le second document est une lettre signée de Youssef Hussein Kamal, ministre de l'Economie et des Finances qui confirme les termes de cet accord.

Bonne coupe du monde ! A votre santé !

Malheureusement pour le Qatar, Sarkozy et compagnies, à deux pas du début de la coupe du Monde Qatar 2022, de grandes villes françaises ont décidé de boycotter cet événement : Pas de fan zones, ni d'écrans géants : Paris, Marseille, Bordeaux, Nancy, Reims, Brest ont rejoint lundi 3 octobre la liste des villes refusant pour des raisons humanitaires et environnementales de promouvoir la Coupe du monde au Qatar (20 novembre - 18 décembre), après Strasbourg, Rodez ou Lille.

Voilà pour nos activités en Libye. Le Diable nous jouera une autre partition en Syrie.

Page 83 : L'Amérique de Biden : Distribution d'armes à gogo

Marc EICHINGER raconte : Hilary Clinton a le triste record d'avoir donné le plus d'autorisations d'exportations d'armes à des sociétés américaines. Sur la seule année 2011, nous comptons 86 000 autorisations pour un montant total de 44,3 milliards de dollars. Le 8 avril 2011, Mme Clinton utilise sa messagerie personnelle et recommande l'usage d'experts en sécurité privés pour livrer des armes à l'opposition libyenne.

A ce stade, le général Michel Flynn a parfaitement identifié le risque et le vrai visage de l'opposition libyenne. Quand le régime de Khadafi tombe, Mustapha Jalil, son ancien ministre de la Justice qui s'opposait aux arrestations arbitraires, devient le leader du Conseil national de transition. Au même moment, son ami égyptien Mohamed Morsi, leader des Frères musulmans devient président de l'Egypte. Il libère des prisons tous les membres de la Fraternité, y compris Mohammed al-Zawahiri, le frère du leader d'Al-Qaïda.

Le renseignement américain, mais aussi les leaders politiques comme Nicholas Sarkozy et son homologue Davide Cameron, savent parfaitement que Mohammed al-Zawahiri traverse la frontière pour rejoindre Mustapha Jalil en Libye. On ne peut pas imaginer plus gros feu rouge. Mais le président du CNT, Mustapha Abdel Jalil, est un maître de la manipulation. Il a très bien compris que Cameron comme Sarkozy ont soif d'or noir libyen.

Malgré tout, Hilary Clinton donne son feu vert à l'opération « Zero footprint » : elle est mise en œuvre par le courtier en armement Marc Turi, qui dirige la société éponyme Turi Defense Group. Marc Turi livre des armes aux rebelles libyens via le Qatar pour brouiller les pistes. Dans la foulée, en quelques semaines, une partie de ce matériel se retrouve en Syrie et en Afghanistan.

En février 2012, l'assistant d'Hilary Clinton, Andrew Shapiro, admet la perte de contrôle totale sur les livraisons, y compris sur des missiles MANPAD (sol air). Le gouvernement américain débloque une enveloppe de 40 millions de dollars pour essayer de reprendre la main en vain.

Le drame se noue au mois de septembre de la même année : l'ambassade américaine de Benghazi est prise d'assaut par les islamistes. L'ambassadeur Chris Stevens et quatre autres américains sont tués.

Comble du cynisme, face aux critiques, le ministère de la Justice poursuit Marc Turi pour avoir livré les armes ! Il est inculpé à quatre reprises pour avoir violé l'Arms Export Control Act en livrant des armes au Qatar et aux Emirats arabes unis alors qu'il savait pertinemment que le destinataire final –la Libye – était sous embargo américain.

Marc Turi et son partenaire David Manners, qui a passé dix-huit ans à la CIA, ne sont pas des débutants. Ils menacent de tout rendre public, et l'administration Obama bat totalement en retraite en octobre 2014.

Turi règle quand même les comptes en accordant une interview à Fox News dans laquelle il déballe tout.

Le général Flynn est littéralement écœuré par la secrétaire d'Etat Clinton. Une fois à la retraite en 2014, il fera fi de son devoir de réserve et acceptera plusieurs interviews. En 2015, Flynn confirme à Al-Jazeera que la décision d'armer les rebelles syriens a été prise en parfaite connaissance des risques. « C'était une décision délibérée de l'administration Obama.»

Pages 165-167 : Du droit d'ingérence sans compétence

Marc EICHINGER indique (P.167) : Sept ans passés au Niger (janvier 2013 à janvier 2020), me permettant de témoigner de l'absurdité de l'action de la France. Tant au Mali qu'au Niger, on laisse les ministres locaux détourner les fonds de la Défense en pleine opération Barkhane. Le Niger émet de faux certificats d'utilisateur final (end user certificate) pour acheter des armes, dont 916 missiles S8 ; or, on ne les voit pas. Pis, on en perd la trace au port de Cotonou !

Il poursuit : « A aucun moment, nous ne prenons en compte le phénomène de la pauvreté, du désespoir des populations face à la corruption des dirigeants. Nous ne verrons pas arriver le coup d'Etat au Mali... une honte.

Idriss Déby a le bon goût de mourir sous la rafale d'un des hommes de sa sécurité. Enfin, quelqu'un a le courage de mettre un terme à trente ans de dictature. Les Tchadiens entrevoient le bout du tunnel. La Constitution tchadienne est claire, le président de l'assemblée devient président par intérim. Mais la Françafrique ne laisse aucune chance à la démocratie, le fils Déby prend la relève et Macron le félicite. Kaka Déby est jeune, les Tchadiens vont-ils subir encore trente ans de cette dictature familiale ?

Page 169 : Une parfaite ignorance des coutumes locales

...Vous êtes fatigués de l'immigration nord-africaine incontrôlée ? Mais que diriez-vous si vous étiez libyen, tchadien, nigérien, malien, syrien... ? Comment ces peuples peuvent-ils encore supporter notre ingérence de fait ? Si au moins, nous intervenions avec le minimum de

connaissances locales et de compréhension. Que des légionnaires de passage à Menaka au Mali fassent une pause pour fêter James Cameron, cela ne pose pas de problème. Qu'on fasse venir des carcasses de cochon surgelé pour faire le barbecue, là, ça tourne à la bêtise humaine. Non seulement vous ne pouvez pas inviter les cadres maliens, mais en plus vous n'avez pas acheté les moutons localement pour aider le petit commerce. L'incompétence se manifeste sous bien des formes et le cumul conduit à la défaite.

Page 170 : Opération Barkhane

Comment parler des jeux de guerre français sans consacrer un chapitre complet à l'opération Barkhane ?

Page 175 : Une cerise sur le gâteau

Marc EICHINGER nous plonge dans l'affaire d'achat d'avions d'attaque russe Sukhoi 25 au Niger après intervention de l'ancien ministre français de la défense Jean-Yves Le Drian auprès de l'ancien président nigérien Issoufou Mahamadou en avril 2012. Marc EICHINGER indique que sans dévoiler la source du financement, le Niger passe soudainement commande dès le 30 juin 2012. Les informations qui suivent sont extraites des pièces comptables de cette opération et nous en avons une copie.

...La France a-t-elle sous une forme ou sous une autre financé cet achat, comme le rapportent à l'époque les commentateurs spécialisés ? C'est la question que se pose Marc EICHINGER.

Pour la suite de cette sordide affaire, je vous conseille de vous procurer le livre de Marc EICHINGER.

Telle est la réalité sur la source des malheurs de la Libye et des pays du Sahel de 2011 à aujourd'hui soit 11 ans de guerre, d'actes de terrorisme dans des pays les plus pauvres au monde (Niger, Mali, Burkina) et la Libye. Des pays déstabilisés à jamais par le Qatar pour détrôner un concurrent libyen sur le marché du gaz et du pétrole et par des hommes politiques français plus cupides que jamais. L'essentiel étant de se faire du fric. Peu importe son odeur et sa couleur, seul le fric compte.

Pendant ce temps, de milliers de morts (militaires et civils), des camps militaires détruits peut-être à dessein, des pays du Sahel occupés avec la complicité d'acteurs locaux qui refusent de voir la réalité. Jusqu'à quand ?

Au Mali l'armée était obligée d'intervenir pour chasser la bande à Ibrahim Boubacar Keita en vue de sauver l'essentiel.

Des milliers de morts militaires et civils à cause de l'argent du Qatar.

Les militaires du Mali, du Burkina et du Niger ont payé un lourd tribut dans ces attaques terroristes. Au Niger, deux attaques contre des camps militaires resteront gravées à jamais dans nos mémoires. Il s'agit notamment des attaques d'Inates et de Chinégodar.

Le 10 décembre 2019, des assaillants ont attaqué une base militaire nigérienne près de la localité d'Inates, à la frontière avec le Mali, tuant plus de 70 soldats. Le groupe affilié à l'Etat islamique (EI) au Mali et au Niger a revendiqué cette attaque, la plus meurtrière jamais subie par les forces de

sécurité nigériennes. Les combattants auraient utilisé des mortiers et des véhicules kamikazes pour prendre la base d'assaut.

Le 9 janvier 2020, les terroristes attaquent le camp militaire de Chinégodar, un village de la région de Tillabéri situé à 10 kilomètres de la frontière malienne. Les assaillants arrivent à bord de véhicules et de motos. Comme lors de l'attaque d'Inatès, commise un mois auparavant, les djihadistes commencent l'attaque par des tirs d'obus et détruisent le réseau GSM dans le village de Dareydey. L'assaut du camp est ensuite lancé par deux groupes de combattants : l'un par l'ouest avec les véhicules lourds, l'autre par l'est, du côté de la forêt de Ikrafane, avec les motos. On dénombre 89 militaires tués.

En un mois le Niger a perdu plus de 174 soldats dans trois différentes attaques sur sa frontière nord avec le Mali.

Parmi les militaires tués à Chinégodar, il y avait mon cousin, le soldat de 2^{ème} classe Abdoul Aziz Abdourahamane dont le corps n'a jamais été identifié. Qu'il repose en paix.

Pour terminer ce texte relativement long, je vous livre cet appel du professeur Farmo Moumouni à l'attention de la France ainsi que l'épilogue du livre de Marc EICHINGER à la page 206.

Espérons que les décideurs politiques français sauront en tirer profit pour faire leur mea culpa, corriger les erreurs commises en Afrique en vue de tracer les voies d'une future collaboration avec l'Afrique en général et les pays du Sahel en particulier. Il y va de l'existence de ce pays des droits de l'homme :

« Note à la France et à son opinion publique » : Professeur Farmo Moumouni

« Au cours de nos cinq (5) siècles d'histoire commune, vous dans le rôle d'esclavagistes, de colonisateurs et de maîtres, malgré les indépendances; nous, dans celui d'esclaves de colonisés et de serviteurs, pendant les indépendances; sont nés, d'une part et d'autre, un sentiment de supériorité et un d'infériorité, concomitamment.

Nous marchions ensemble, mais chacun avait emprunté le chemin de sa condition : vous, celui de la condescendance et du mépris ; nous, celui de la soumission et du labyrinthe. Au fur à mesure que nous cheminions, le point de convergence s'éloignait. Trop de brimades et d'exploitation, trop d'indolence et de lassitude, nous ont déroutés.

Charrié par le cours du temps qui transforme le monde, voici venu le moment de niveler nos complexes. Nous devons frayer le chemin de nos avènements dans le tumulte. Que chacun ôte ses anciens costumes, de nouveaux rôles sont à prendre !

Je sais, votre Sénat, sans égard, le 29 octobre 2013, a proclamé une injuste appartenance : « L'Afrique est notre avenir » a-t-il dit.

Est-ce concevable qu'après avoir été vos possessions, vos colonies, vous vous saisissiez de notre temps ?

Allons ! Enfants de la Patrie !

Ce jour n'était pas de gloire, car vous y avez ravi ce qui ne vous appartient guère !

Votre Sénat dit encore, de manière péremptoire, la nécessité d'avoir des bases militaires permanentes, chez nous « à Abidjan, à Dakar, dans la zone (Mali, Niger, Burkina Faso), à Libreville, à Ndjamena, à Bangui, à Djibouti et dans l'Île de la Réunion » pour sécuriser l'approvisionnement en ressources naturelles, en matières énergétiques, en minerais rares entrant dans la fabrication de produits industriels et technologiques de pointe.

Soit ! Mais savez-vous seulement ce que les Africains pensent de vos bases militaires installées chez eux ?

C'est La Marseillaise, votre hymne, qui donne la réponse :

Quoi ! Des cohortes étrangères

Feraient la loi dans nos foyers !

Quoi des phalanges mercenaires

Terrasseraient nos fiers guerriers !

Dieu ! Nos mains seraient enchaînées !

Nos fronts sous le joug se ploieraient !

De vils despotes deviendraient

Les maîtres de nos destinées !

Mais Serval, mais Sangaris, Takouba et Barkhane ne sont pas concernées, me dites-vous. Elles sont toutes vouées à la lutte contre le terrorisme.

Wallaye ! Billayi !

Depuis neuf ans, nous entendons dans nos campagnes

Mugir ces féroces soldats

Ils viennent jusque dans nos bras

Egorger nos fils, nos compagnes.

Mais qui s'étonne que Barkhane, au nom prédestiné, se meuve du Mali et migre au le Niger, et qu'au départ du dernier soldat français, les Maliens reprennent en chœur ces paroles de la Marseillaise ?

Liberté ! Liberté chérie

Combats avec tes défenseurs !

Oui, liberté, que nous chérissons autant que vous !

Liberté !

De Dakar à Djibouti

De Bamako à Bangui

De Libreville à Saint-Denis

De N'Djamena à Abidjan

A Ouagadougou

À Niamey.

Entendez l'Amour sacré de la Patrie

Qui, au cœur du Continent

Élève des voix qui déclament l'hymne de l'Afrique libre.

Comment vous dire notre conception de la liberté sinon en vous renvoyant à votre penseur distingué, Alexis de Tocqueville, à ce qu'il dit de la démocratie, et en substituant dans sa sentence le mot de liberté à celui de démocratie ?

« Partout on a vu les divers incidents de la vie des peuples tourner au profit de la (Liberté); tous les hommes l'ont aidée de leurs efforts: ceux qui avaient en vue de concourir à ses succès et ceux qui ne songeaient point à la servir ; ceux qui ont combattu pour elle, et ceux mêmes qui se sont déclarés ses ennemis ; tous ont été poussés pêle-mêle dans la même voie, et tous ont travaillé en commun, les uns malgré eux, les autres à leur insu, aveugles instruments dans les mains de Dieu »

Ainsi donc, notre liberté est inéluctable, irréversible et irrépressible. L'esclavage, la colonisation, le néocolonialisme y ont travaillé malgré eux. Les bases militaires, Barkhane et les terroristes y travaillent à leur insu.

Qu'avez-vous fait de votre devise : « Liberté, Égalité, Fraternité » qui aurait pu changer le cours de notre histoire commune ?

Vous avez, dans la pratique, confisqué notre liberté, et montré que nous ne sommes ni vos égaux ni vos frères.

Aujourd'hui encore, ce n'est ni la liberté ni l'égalité et la fraternité qui motivent votre présence obstinée sur nos terres, mais selon le témoignage de votre Sénat « une préoccupation, celle d'enrayer le déclin de l'influence de (votre) pays dans le monde en général, et en Afrique en particulier »

Dans cette perspective, vous regardez l'Afrique, non pas comme une partenaire, mais comme une mise, un enjeu, voire un butin et une chose à partager, car aux dires de votre Sénat : « l'Afrique est au cœur d'une redistribution des cartes entre anciennes puissances coloniales et nouvelles puissances émergentes »

Vous allez au-devant de l'Afrique avec le vieil esprit de Berlin qui date du 19^e siècle.

Diantre ! Vous accusez un retard coupable.

Mais, l'Afrique du 21^e siècle est consciente de son potentiel et de ses capacités, elle sait détenir le tiers des ressources naturelles mondiales de même que la plus grande superficie de terres arables; elle sait qu'elle est forte de ses hommes et de ses femmes qui représenteront 25% de la population mondiale dans deux décennies et 40% en 2100; cette Afrique qui a par ailleurs la population la plus jeune, et qui constituera bientôt un marché de deux milliards de consommateurs, entend occuper la place qui lui revient dans le monde.

L'Afrique entend coopérer avec tous les pays, anciennes puissances coloniales ou nouvelles puissances émergentes, selon le principe du respect mutuel et celui des intérêts bien compris.

Tel est, exempt de sentiment anti français, le message de l'Afrique sans voix, à l'endroit de la France qui gouverne, et de son opinion publique qui influence.»

Page 206 : Epilogue

Nous vivons dans un monde d'argent fou. Il faut prendre à son prochain, détruire la planète pour posséder encore et toujours plus. Ce qui est arrivé aux populations libyennes, syriennes, irakiennes est un véritable scandale, une honte absolue. Les conséquences sur d'autres pays comme ceux d'Afrique de l'Ouest sont désastreuses. La pauvreté que nous avons produite avec nos guerres a engendré une immigration massive. Et maintenant, il faut construire des murs, affréter des avions, surveiller tout, se replier sur une France proche de l'autoritarisme.

Qatar et OTAN, Ceux qui sont morts pour « vos affaires » vous saluent !

REPOS ETERNEL A TOUTES LES VICTIMES DE CES « AFFAIRES » DE LA FRANCE, DE L'OTAN ET DU QATAR AU SAHEL !